

**NON OPPOSITION DU MAIRE**  
AU NOM DE LA COMMUNE  
**A UNE DECLARATION PREALABLE**

**N° DP 035 093 24 A0045**

Déposée le **08/02/2024**

Par : **Madame Anciar Lavery**

Demeurant : **6 rue Degas à Dinard (35800)**

Terrain sis : **6 rue Degas à Dinard (35800) Cadastéré : E 673 Surface du terrain : 105 m<sup>2</sup>**

Nature des travaux : **Travaux sur construction existante**

Surfaces de plancher : **Existante : 70,00 m<sup>2</sup> / Créée : 0 m<sup>2</sup> / Supprimée : 0 m<sup>2</sup>**

Date d'affichage en mairie de l'avis de dépôt de demande prévu à l'article R 423-6 du CU : 12/02/2024

**Le Maire de Dinard**

**Vu** la déclaration préalable n°DP 035 093 24 A0045 déposée le 08/02/2024 par Madame Anciar Lavery, domiciliée 6 rue Degas à Dinard (35800) ;

**Vu** l'objet de la déclaration préalable :

- Travaux sur construction existante ;
- sur une maison située 6 rue Degas à Dinard (35800) et cadastrée E 673 ;

**Vu** l'arrêté n°2023-1059 du 01/09/2023 portant délégation de fonctions et de signature dans le domaine de l'urbanisme opérationnel à Monsieur Pascal Guichard, conseiller municipal, en cas d'absence ou d'empêchement de Christian Fontaine (4ème adjoint) ;

**Vu** le Code de l'Urbanisme ;

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 17/12/2018, mis à jour le 19/04/2019, modifié le 09/11/2020 et mis à jour le 27/04/2023 et le 07/11/2023 ;

**Vu** le règlement du Plan Local d'Urbanisme, zone U, secteur "Saint-Enogat" ;

**Vu** la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques, modifiée et complétée par la Loi du 25 février 1943 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 13 juillet 2000 approuvant la création d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager sur la commune de Dinard ;

**Vu** la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine (loi « LCAP ») portant création des Sites Patrimoniaux Remarquables ;

**Vu** la délibération municipale n°2023/181 en date du 17/10/2023 approuvant la révision du Site Patrimonial Remarquable et la création de l'Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (A.V.A.P.) de la commune de Dinard ;

**Vu** le règlement de l'A.V.A.P. approuvé le 17/10/2023 - Secteur "1" ;

**Vu** la délibération n°2023/002 en date du 30/01/2023 portant approbation du règlement de voirie de la commune de Dinard ;

**Vu** l'article R423-54 du code de l'urbanisme qui dispose que *"Lorsque le projet est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques, l'autorité compétente recueille l'accord de l'architecte des bâtiments de France."* ;

**Vu** l'accord assorti de prescriptions de madame l'architecte des Bâtiments de France en date du 14/03/2024 ;

**Considérant** le projet de rénovation d'une maison individuelle d'habitation comprenant le dégrafage de l'enduit en façade, le rejointoiement, la remise en peinture des menuiseries extérieures, la suppression d'un auvent et la réfection de la porte d'entrée ;

**Considérant** que ce projet concerne un immeuble répertorié comme "Bâti d'accompagnement" au plan de règlement de l'A.V.A.P. de la commune de Dinard ;

**Considérant** l'article 3.1-A-a du règlement de l'A.V.A.P. de la commune de Dinard relatif aux façades qui dispose que pour les immeubles répertoriés comme "Bâti d'accompagnement" :

*"Les murs en moellons de pierres doivent être soit enduits, soit rejointoyés, en fonction des dispositions d'origine et de la date de construction de l'immeuble."*

*"Les moulurations et les appareillages de pierres devront être maintenus ou restaurés à l'identique ; les pierres de taille et les moellons trop dégradés seront remplacés par des pierres de même nature, même dureté, même teinte et idéalement même origine. Les rejointoiements devront être réalisés à base de chaux naturelle. Des rejointoiements en saillie peuvent être autorisés ou imposés sur certains immeubles, si cette disposition est attestée sur le bâtiment et conforme à l'époque de construction du bâtiment (joints « en diamant » ou « en ruban »)."*

*"Dans les cas d'intervention globale (réfection de l'enduit de l'ensemble d'une façade par exemple), la restauration ou la restitution de détails architecturaux disparus ou dissimulés aux vues (sous un enduit par exemple) pourra être exigée."*

**Considérant** l'article 3.1-B-b du règlement de l'A.V.A.P. de la commune de Dinard relatif aux fenêtres qui dispose que pour les immeubles répertoriés comme "Bâti d'accompagnement" :

*"Seules les menuiseries en matériaux d'origine seront autorisées. Leur restauration sera privilégiée à leur remplacement, les quincailleries d'origine seront idéalement conservées. Elles seront identiques à celles d'origine et la composition initiale des traverses et petits bois maintenue (même moulurations et profils). Les petits bois positionnés dans un double vitrage sont interdits, ils devront obligatoirement former saillie sur la face extérieure du vitrage. Les fenêtres seront peintes."*

**Considérant** l'article 3.1-E du règlement de l'A.V.A.P. de la commune de Dinard relatif aux couvertures et zinguerie qui dispose que pour les immeubles répertoriés "Bâti d'accompagnement" :

*"Les matériaux de couverture devront être ceux d'origine ou issus de la typologie architecturale à laquelle se rattache l'édifice."*

*"Lors des réfections de toiture, les superstructures et les ouvrages en toiture (tourelles, pigeonniers...) et autres accessoires (affaîteaux, faîtières, épis, fleurons, girouettes, crêtes, chatières, mitron, chéneau, gouttières...) de qualité devront être conservés, restaurés ou restitués à l'identique."*

*"Les chéneaux, les gouttières et les descentes d'eaux pluviales seront en zinc ou en cuivre, les dauphins en fonte."*

**Considérant** l'article 3.1-B-b du règlement de l'A.V.A.P. de la commune de Dinard relatif aux portes qui dispose que pour les immeubles répertoriés comme bâti remarquable/bâti d'intérêt architectural/bâti d'accompagnement :

*“Pour les immeubles identifiés comme remarquables, intéressants et d'accompagnements, les portes d'origine doivent être conservées avec leur ferronnerie d'origine ou refaites à l'identique des dispositions d'origine (matériaux, présence d'une imposte indépendante du vantail, profils, moulurations, restitution de la quincaillerie, etc ...).”*

**Considérant que** le terrain concerné par ce projet est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable, les articles L.632-1 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables ;

**Et conformément** à l'accord assorti de prescriptions émis par madame l'architecte des Bâtiments de France en date du 14/03/2024 et annexé à la présente décision ;

## ARRETE

**Article 1 :** Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

**Article 2 :** L'exécution des travaux soumis à la demande susvisée est subordonnée au respect des prescriptions de l'architecte des Bâtiments de France ci-après :

*“- Les nouvelles menuiseries seront en bois peint*

*- Le faitage sera traité à faitière de terre cuite rouge, non vieillie, sans emboîtement, posé à crêtes et embarrures et bourdé au mortier de chaux naturelle.*

*- La couverture sera réalisée en ardoise naturelle posée au crochet teinté.*

*- Les gouttières seront en zinc, demi-rondes et pendantes.*

*- Des échantillons d'enduit seront réalisés sur place, pour validation de l'Architecte des Bâtiments de France, et conformité, avant travaux.”*

**Article 3 :** Le fait d'exécuter des travaux en méconnaissance des prescriptions imposées par la décision prise sur une déclaration préalable (*non respect des prescriptions susvisées*) pourrait, après constat, être puni

Le présent arrêté est transmis au représentant de l'Etat dans les conditions prévues aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du code général des collectivités territoriales et notifié au pétitionnaire.

Dinard, le 21 mars 2024



Pour le Maire et par délégation,  
Le conseiller municipal délégué,

Pascal Guichard

**TIVEMENT - INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS A LIRE ATT**

**COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans les cas particuliers suivants :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131- 1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive. La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

**DURÉE DE VALIDITÉ** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

**DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

**OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite. Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.